Le « différend concernant le nom » qui oppose la Grèce à la République de Macédoine est une donnée souvent méconnue mais néanmoins importante de l'instabilité généralisée qui affecte les Balkans au cours des trois dernières décennies. Maintenu à l'état latent tant que la République de Macédoine faisait partie de la fédération yougoslave, le conflit éclate lorsque, après la dissolution de celle-ci dernier, la Macédoine déclare son indépendance. L'effondrement du « socialisme réel », aux frontières terrestres de la Grèce (à l'exception de celle qui la sépare de la Turquie) déclencha un afflux de migrants économiques venus de ces pays. Ces bouleversements alimentèrent les inquiétudes quant à la position de la Grèce dans une zone devenue hautement inflammable, réactivant les peurs surgies du « passé balkanique » maudit.

Stathis Kouvélakis enseigne depuis 2002 la philosophie politique au King's College de Londres, tout en militant dans la gauche radicale en Grèce et en France. Il est notamment l'auteur de Philosophie et révolution *(réédité récemment par les éditions La Fabrique et dont on pourra lire ici la conclusion),* La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale *(un livre d'entretiens avec Alexis Cukier paru aux éditions La Dispute en 2016),* La France en révolte *(Textuel, 2007), et de nombreux articles.*

La vague nationaliste des années 1990

Avant de devenir le nom d'un État, la « Macédoine » est, et demeure, le nom d'une zone géographique farouchement disputée sur les champs de bataille par les États-nations issus du démembrement de l'Empire ottoman. Suite aux guerres balkaniques de 1912-1913, celle-ci fut divisée entre la Grèce, la Bulgarie et le royaume de Yougoslavie. La partie rattachée à ce dernier devient en 1944 une république distincte au sein de la Fédération populaire de Yougoslavie, renommée en 1963 « République socialiste de Macédoine ». Elle accède à l'indépendance en septembre 1991 à la suite d'un référendum qui autorise également sa participation à une éventuelle union entre les États de l'ex-Yougoslavie – une indication symbolique de la persistance des sentiments pro-yougoslaves dans l'entité nationale la plus récente et ethniquement diversifiée de la défunte fédération.

Invoquant des préoccupations d'ordre historique et l'irrédentisme attribué au nouvel État, la Grèce s'oppose aussitôt à l'utilisation du nom de « Macédoine » par la République voisine. Arguant du fait que les habitants de la région de Macédoine du nord de la Grèce s'identifient également comme « Macédoniens », la Grèce s'est également opposée à l'utilisation du nom pour désigner le groupe ethnique majoritaire (et la langue) du pays voisin. Depuis son indépendance, la République de Macédoine est constamment accusée par les médias grecs et l'establishment politique de nourrir une volonté irrédentiste menant à des revendications territoriales sur les pays voisins et de s'approprier des symboles et des personnages de l'Antiquité, tels que le soleil de Vergina (symbole de l'ancienne dynastie macédonienne) et Alexandre le Grand, que les Grecs considèrent comme faisant partie de leur histoire.

Les changements apportés dans les années 1990 à la constitution de la République de Macédoine, affirmant le refus de toute demande de changement de frontière et d'ingérence dans les affaires intérieures de tout pays voisin, n'ont rien changé à l'attitude des gouvernements grecs successifs. Il est vrai que la rhétorique nationaliste agressive du parti de droite VMRO-DPMNE, au pouvoir en République de Macédoine de 1998 à 2016 (avec une seule interruption entre 2002 et 2006), a également contribué à l'escalade de la tension

entre les deux pays.

Les inquiétudes suscitées dans l'opinion publique grecque par les bouleversements géopolitiques dans les Balkans et par le retour de la guerre à quelques kilomètres des frontières ont été systématiquement cultivées par les politiciens et les secteurs les plus conservateurs de la société civile (surtout l'Église) pour nourrir une campagne nationaliste dirigée contre l'État voisin. Des rassemblements de masse ont eu lieu en 1992 à Thessalonique et à Athènes pour réclamer le droit exclusif de la Grèce d'utiliser le nom de « Macédoine ». La droite nationaliste, l'Église et divers groupes d'extrême droite ont joué un rôle important dans ces mouvements qui ont rassemblé des centaines de milliers de personnes, bien au-delà des rangs des partisans de ces forces. En effet, durcissant leur position initiale, les principaux partis politiques grecs, y compris Synaspismos (future composante centrale de Syriza), ont décidé le 13 avril 1992 de n'accepter aucun usage du nom de « Macédoine » par la république voisine, fermant ainsi la porte à tout compromis. Seuls le parti communiste (KKE) et l'extrême-gauche refusent de faire partie de ce « consensus national » et condamnent les rassemblements nationalistes auxquels tous les autres partis font acte de présence.

Toutefois, du côté de la gauche grecque, la situation évolue relativement rapidement. A partir de la deuxième moitié des années 1990, Synaspismos se déplace vers la gauche et modifie explicitement son positionnement antérieur. Par une décision de son comité central de 1996, il refuse de faire partie de « l'arc nationaliste » mené par les partis traditionnels (PASOK et Nouvelle Démocratie) et défend la position d'un compromis sur la base d'un « nom composite » – soit « Macédoine » assorti d'un marqueur géographique ou temporel du type « Macédoine du Nord » ou « Nouvelle Macédoine »[1]. Dans ses grandes lignes, cette position, également partagé par les communistes du KKE, est devenue celle de Syriza depuis sa fondation (2004). Toutefois, certains secteurs de la coalition de la gauche radicale – tels que l'organisation de jeunesse de Synaspismos, certaines tendances de ce parti ou la Gauche Ouvrière Internationaliste (DEA) – défendent le droit de la République de Macédoine de garder son nom constitutionnel.

Un compromis temporaire entre Athènes et Skopje est adopté en 1993 sous les auspices de l'ONU, la Macédoine étant admise au sein des organismes internationaux en tant que « FYROM » – acronyme en langue anglaise pour « Ex-République Yougoslave de Macédoine ». En fait, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que la plupart des pays la reconnaissent sous son nom constitutionnel, soit actuellement environ 130 parmi les 190 États membres de l'ONU. À partir de 2008, l'élite politique grecque s'est orientée vers l'acceptation d'une solution de compromis, à savoir d'un « nom composite », sans toutefois assumer ouvertement et clairement ce changement de position. Les négociations entre les deux Etats ont ainsi traversé différentes phases, alternant des moments de rapprochement et des moments de tension qui ne manquent pas de susciter des bouffées de fièvre nationaliste dans les deux pays.

L'une des manifestations les plus frappantes de cette compétition dans l'appropriation des marqueurs d'une « identité macédonienne » réside dans l'abus de symboles et de figures de l'Antiquité, avec une prolifération des représentations d'Alexandre le Grand et du Soleil de Vergina des deux côtés de la frontière. En 1992, l'aéroport de Kavala est rebaptisé « Alexandre le Grand » – suivi, un an plus tard, par celui de Thessalonique rebaptisé «Macédoine» – et les statues d'Alexandre le Grand se sont multipliées dans les places et les avenues des villes grecques[2]. L'aéroport de Skopje est affublé en 2006 du nom d'« Alexandre le Grand », tandis que le centre-ville de la capitale subit une transformation radicale, qui en fait un décorum dans lequel des dizaines de statues et de bâtiments

nouveaux sont censés restituer la gloire de la Macédoine. Le projet « Skopje 2014 » devient un symbole à la fois de kitsch urbain et de malversations qui ont été au centre des scandales qui ont touché l'élite politique et économique macédonienne au cours de ces dernières années[3].

Le rôle des États-Unis

Menées depuis les années 1990 sous les auspices de l'émissaire de l'ONU, Matthew Nimetz, un diplomate américain expert des affaires de la Méditerranée orientale et vu comme représentant les vues des Etats-Unis, ont repris, à un rythme intensif, à la fin de l'année 2017. La phase actuelle se caractérise par la volonté des gouvernements d'Athènes et de Skopje d'aboutir à un compromis qui faciliterait l'objectif principal des États-Unis dans les Balkans : l'élargissement de l'OTAN, qui irait jusqu'à l'intégration de la Serbie. Ce processus a commencé avec l'adhésion du Monténégro en mai 2017.

Malgré sa taille (620 000 habitants) et les effectifs négligeables de son armée (moins de 3 000 soldats), l'adhésion du Monténégro revêtait une importance stratégique pour les États-Unis. Elle parachève la mise sous contrôle de l'OTAN de l'ensemble du littoral de l'Adriatique, le reste se répartissant entre l'Italie, la Slovénie, la Croatie et l'Albanie, tous membres de l'OTAN. Elle a également porté un coup décisif à l'influence de la Russie dans ce pays et contré avec succès les réticences d'une grande partie de sa population et de son élite politique[4]. L'importance du Monténégro dans la constitution d'un « arc antirusse » dans les Balkans a été particulièrement soulignée par le sénateur américain John McCain lors de sa visite dans ce pays en avril 2017[5].

L'adhésion projetée de la République de Macédoine obéit à une logique similaire qui permettra aux Etats-Unis d'atteindre rapidement leur objectif stratégique : surmonter la « neutralité » actuelle de la Serbie et éliminer définitivement la Russie de toute position d'influence dans les Balkans[6]. Fermement persuadés des bienfaits pour leur pays de l'alignement total sur le bloc atlantiste, les deux gouvernements impliqués dans le « différend sur le nom » de Macédoine redoublent d'efforts pour accélérer ce processus.

En République de Macédoine, la droite nationaliste du VMRO-DPMNE, au pouvoir depuis 1998 (à l'exception d'une seule législature), a été balayée par le « scandale des mises sur écoute ». Divulguées en 2015 par l'opposition social-démocrate, les transcriptions des conversations ont mis en lumière des pratiques de corruption à grande échelle impliquant les liens incestueux des politiciens et de l'affairisme, ainsi qu'un système de surveillance et de répression de la population[7]. Ces révélations ont déclenché une vague de protestation populaire et conduit en décembre 2016 à des élections anticipées. Celles-ci ont permis la constitution d'une coalition gouvernementale entre le SDSM social-démocrate – un successeur du parti au pouvoir de l'époque yougoslave – et les partis représentant la minorité albanaise.

Le gouvernement actuel, impatient de montrer sa totale loyauté envers les États-Unis et l'UE, fera tout ce qui lui est demandé pour être en position d'intégrer l'OTAN lors du sommet prévu pour cet été et d'accélérer les négociations pour rejoindre l'UE. L'acceptation par le premier ministre Zoran Zaef d'un « nom composite » (« Macédoine » suivi d'un qualificatif géographique), accompagnée d'actes de bonne volonté tels que le changement de nom de l'aéroport « Alexandre le Grand » de Skopje (désormais « aéroport international de Skopje »), fait partie de cette approche, qui semble être acceptée par une

majorité de la population, avide de reconnaissance internationale et d '«européanisation»[8].

En Grèce, après avoir capitulé devant la troïka à l'été 2015 et mis en œuvre un nouvel ensemble de mesures d'austérité, de dérégulation et de privatisation, le gouvernement Syriza est devenu le plus ardent défenseur de l'OTAN et d'Israël (ainsi que de l'Egypte du général Sissi) en Méditerranée orientale. Selon les experts en politique étrangère grecque, la stratégie suivie par Alexis Tsipras est de profiter de la dérive autoritaire de la Turquie, et de la montée de tension entre celle-ci et les États-Unis, pour faire de la Grèce « l'Israël des Balkans », le principal pilier de l'Occident dans une zone d'instabilité croissante[9]. En faisant preuve de bonne volonté dans les négociations – menées sous étroite surveillance étatsunienne – avec le nouveau gouvernement de la République de Macédoine, Tsipras fait ainsi d'une pierre deux coups. Il apparaît – une fois n'est pas coutume ! – fidèle aux positions défendues de longue date par son parti sur cette question tout en confirmant son statut de partenaire fiable des intérêts américains et occidentaux dans la région.

Une réaction nationaliste multiforme

Son positionnement a toutefois déclenché une réaction nationaliste, marquée par des rassemblements de masse d'abord à Thessalonique, le 21 janvier, puis à Athènes, le 4 février. Leur revendication principale, dans le droit fil du discours bien rôdé depuis les années 1990, est de réclamer l'exclusivité du nom « Macédoine » pour la Grèce et de rejeter toute solution de compromis.

Bien que de moindre ampleur par rapport à celles de 1992, ces manifestations ont néanmoins attiré des foules importantes (90 000 à Thessalonique et 140 000 à Athènes selon les estimations de la police), et cela dans une période où domine l'apathie politique et sociale. Bien qu'initiées par des forces similaires à celles de la vague précédente (groupes de la droite nationaliste, Église et extrême droite), elles ont également touché une corde sensible dans les secteurs d'une certaine « gauche patriotique » disposée à amalgamer la capitulation à la Troïka avec l'« abandon » du « nom » de la Macédoine. Ainsi, le compositeur Mikis Theodorakis, un symbole de la gauche grecque, a partagé la tribune du rassemblement d'Athènes aux côté d'intervenants issus de la droite ultra-nationaliste. Les manifestations nationalistes ont été également soutenues par Zoé Konstantopoulou, ancienne présidente du parlement grec et fondatrice du mouvement « Trajet de liberté », qui s'efforce de transposer le discours populiste et le style de leadership de Jean-Luc Mélenchon, avec l'appui enthousiaste de ce dernier .

Le signe le plus inquiétant est que, même si les rassemblements nationalistes n'ont pas été les raz-de-marée espérés par leurs organisateurs, une nette majorité de l'opinion publique grecque (60 à 70% selon les sondages) s'oppose désormais à toute solution de compromis incluant le nom de « Macédoine »[10]. Si la vague nationaliste du début des années 1990 a été nourrie par l'inquiétude suscitée par l'évolution géopolitique dans les Balkans, les motivations de la vague actuelle apparaissent plus complexes, mêlant la fixation traditionnelle sur le « nom » à un mécontentement dirigé contre une élite politique qui, tous gouvernements confondus, s'est transformée en exécutante de la Troïka, plongeant la société grecque dans le désespoir.

La capitulation du gouvernement Syriza au cours de l'été 2015, quelques jours seulement après un référendum historique qui a vu 62% des Grecs rejeter le plan d'austérité de l'UE,

est au cœur de ce traumatisme. Le sentiment de trahison et d'humiliation profonde a été renforcé par la mise en œuvre continue de mesures d'austérité supplémentaires, qui ont perpétué la stagnation économique, poursuivi la liquidation des actifs publics restants et conduit des milliers de jeunes Grecs, pour la plupart hautement qualifiés, à prendre la voie de l'émigration. Dans une société profondément affectée par la démoralisation et la confusion idéologique, où les lignes de démarcation entre « droite » et « gauche » sont devenues vides de sens aux yeux de la majorité des citoyens, protester contre l'« abandon » supposé du « nom » de la Macédoine devient un moyen perverti de refuser l'abandon très réel des revendications de dignité les plus élémentaires par tous les gouvernements qui se sont succédé au cours de la dernière décennie.

Il y a là les ingrédients d'une situation dangereuse, dans laquelle les forces autoritaires et réactionnaires peuvent tirer avantage de la crise politique latente mais profonde, alimentant les haines entre les peuples et exacerbant les politiques de brutalisation sociale. Aucune solution à l'impasse actuelle ne peut être trouvée sans la reconnaissance du droit du peuple de la République de Macédoine à l'autodétermination et à l'auto-dénomination. Le «nom composite» semble fournir un compromis pragmatique mais il comporte le risque de cristalliser une opposition significative des deux côtés de la frontière. Mis en avant par des élites politiques soumises au néolibéralisme et aux intérêts occidentaux, il apparaît davantage comme le résultat d'une pression extérieure que comme l'expression d'un véritable désir des deux peuples de vivre pacifiquement. De ce fait, il laisse ouverte la possibilité de futures remises en cause et de sentiments persistants de méfiance et de rivalité.

Dans ce différend, la Grèce est clairement en position de force. Pour enrayer les réactions nationalistes qui se nourrissent mutuellement, il lui faut arrêter la tactique qui vise à l'intimidation et l'humiliation de son voisin. Mais son élite politique ratée s'est disqualifiée pour une telle tâche. Il est donc urgent que les forces de la gauche radicale surmontent leur fragmentation et leur impuissance, tirent les leçons de leurs échec passés et offrent une alternative progressiste à la colère populaire. Refuser toute régression nationaliste tout en défendant la souveraineté populaire contre les forces intérieures et étrangères responsables de l'état du pays apparaît comme une condition indispensable à une telle issue.

Les vrais ennemis du peuple grec ne sont pas à Skopje, mais à Berlin, Francfort, Bruxelles ou Paris et, bien sûr, dans son propre pays.

Notes

[1] Voir le texte de la décision de son comité central de mai 1996 http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=7198

[2] Cf. quelques photos éloquentes : https://synmakthra.wordpress.com/2013/01/04/ανδριάντες-του-μεγάλου-αλεξάνδρου/

[3] edition.cnn.com/2011/10/04/world/europe/macedonia-skopje-2014/index.html et nytimes.com/2016/10/09/travel/beyond-kitsch-in-skopje-macedonia.html

[4] « Le Monténégro entre dans l'OTAN sans fanfare », *Le Monde*, 6 juin 2017, lemonde.fr/europe/article/2017/06/06/le-montenegro-entre-dans-l-otan-sans-

fanfare_5139138_3214.html et un article bien informé de l'agence Bloomberg bloomberg.com/view/articles/2017-05-01/why-nato-wants-montenegro-not-for-its-military-might

[5] reuters.com/article/us-usa-montenegro-nato/montenegros-nato-membership-important-for-keeping-russia-at-bay-mccain-idUSKBN17E1VB

[6] Cf. l'excellente analyse de Dragan Plavsic criticatac.ro/lefteast/montenegro-and-serbia-between-nato-and-russia/

[7] Cf. nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20150518.RUE9114/a-l-origine-de-la-crise-en-macedoine-une-folle-histoire-d-ecoutes-illegales.html. Cet article d'Adela Gjorgjioska et Anastas Vangeli, publié dans *Jacobin*, offre une excellente synthèse sur la crise politique macédonienne : jacobinmag.com/2017/02/macedonia-corruption-ethnic-politics-levica-protests/

[8] balkaninsight.com/en/article/survey-macedonia-majority-supports-name-deal-with-greece-02-05-2018 Relevons néanmoins que ce soutien est nettement plus clair parmi les minorités (principalement albanaise) que parmi le groupe majoritaire macédonien.

[9] Cf. le très éclairant article de Thanos Kamilalis « L' 'affaire macédonienne' et l' 'Israël des Balkans' », tlaxcala-int.org/article.asp?reference=22692

[10] Cf. keeptalkinggreece.com/2018/02/04/greece-macedonia-poll/ et eliamep.gr/wp-content/uploads/2016/10/FYROM-survey-Full-report-FINAL-Sept-2016.pdf